

## **Bilan d'une mission au Chili :** **Entretien 1 avec Monsieur Djamel Ould, Attaché de coopération**

*Tout d'abord nous remercions Monsieur Djamel Ould d'avoir accepté l'invitation qui lui fut faite pour participer aux activités programmées à la UMCE2 lors de la "Semaine du Département de Français"<sup>3</sup>, et notamment d'avoir bien voulu faire partie de la Table Ronde au cours de laquelle il a pu donner sa vision de la situation du français au Chili. Au terme de sa mission en tant qu'attaché de coopération linguistique et éducative auprès de l'Ambassade de France et Directeur des cours de l'Institut Franco-Chilien de Culture à Santiago, nous tenons ici à lui témoigner notre gratitude pour tout ce qu'a signifié son passage parmi nous.*

Synergies : Le problème de l'enseignement au Chili est un thème sans doute complexe. Comment le voyez-vous ?

Djamel Ould : Cela fait trois ans que je travaille ici, et c'est effectivement un terrain complexe, parce qu'il y a des désarticulations... C'est ainsi, il y a des désarticulations liées à la décentralisation, il y a des désarticulations entre l'université et le marché éducatif, et puis il y a des désarticulations, je dirai, entre les décideurs universitaires et les décideurs éducatifs. Alors tout ceci donne un tableau très complexe.

S : Qu'est-ce qui aiderait à faire avancer les choses ?

D.O. : Il y a beaucoup d'énergies, ce qui fait que beaucoup d'actions peuvent en effet être menées. Alors, j'ai d'abord travaillé avec le Département de Français, même si on ne le voit pas, on travaille en profondeur ; j'ai beaucoup travaillé avec les étudiants, indirectement, à travers le programme d'assistants d'espagnol, et ce n'est pas un hasard !...et puis, beaucoup avec les enseignants et les programmes de formation.

Je crois que le problème au Chili, c'est maintenant d'essayer d'avoir une vision un peu plus systématique, c'est-à-dire de ne pas simplement considérer qu'il y a la formation initiale, et qu'après tout va marcher sans plus... ce n'est pas vrai, il y a de fait des objectifs à atteindre dans tel et tel domaine, et il faut donc essayer de comprendre le système.

S : Alors le système au Chili, d'après votre expérience, c'est quoi ?

D.O. : Ces années d'expérience ont montré que le système dépend d'abord des décideurs locaux, - donc ce n'est pas le Ministère-, et les responsables locaux, ce sont surtout les responsables éducatifs. Ces personnes, dans les départements de direction de l'éducation municipale, « font la pluie et le beau temps » : si on parle anglais, elles mettent en place de l'anglais, si on parle le français, elles mettent en place le français... je veux dire par là, qu'il y a quand même une première demande qui s'organise au niveau des directions éducatives et des corporations. Par rapport à cela, il y a le marché, autrement dit, des étudiants qui arrivent et qui, normalement, doivent avoir la Licenciatura, leur titre professionnel. Or, quand on regarde le dispositif de formation initiale, - c'est-à-dire là où est formé le futur professeur de français-, et bien on s'aperçoit qu'on ne le forme malheureusement qu'à la Umce(2). Vous voyez pourquoi c'est déjà compliqué : car 4000 kilomètres de longueur, pour un pays de 18 millions d'habitants, cela représente réellement une potentialité extraordinaire sur le plan économique, sur le plan culturel... -avec une volonté d'ouverture ce qui est aussi un mérite-, et puis, à côté de cela, quelque chose qui est un peu sclérosé. Autant dire que c'est une situation qui n'est pas facile pour les professeurs de français.

S : Cela étant, on enregistre tout de même des progrès...

D.O. : Oui, mais le problème, c'est que quelquefois les avancées se font de manière unilatérale : peut-être que l'université va-t-elle viser un objectif, les associations vont en viser un autre, les jeunes enseignants encore un autre. J'y vois une déperdition d'énergies... Ce qui serait intéressant, ce serait justement, de construire un projet, ou plutôt une projection de ce que pourrait être l'enseignement du français, à partir des différents acteurs : université, établissements scolaires, décideurs éducatifs, les structures de l'enseignement secondaire et de l'enseignement supérieur. Il est important d'essayer de connecter tout cela, pour peut-être avoir une meilleure vision des choses.

S : Maintenant, pour ce qui est de l'enseignement du français au Chili dans les prochaines années, quel serait votre avis ?

D.O. : Pour ce qui concerne l'enseignement de la langue française au Chili dans les prochaines années, je crois en premier lieu que les enseignants, - et j'espère les étudiants-, ont compris qu'il n'y avait pas de problème entre l'anglais et le français, - entendez par là que le problème ne se pose pas en ces termes-, et qu'il vaudrait mieux ne pas rester sur une logique qui dit « s'il n'y a pas de cours de français, c'est parce qu'il y a des cours d'anglais », parce que c'est faux. Il faut changer cette approche, parce que c'est réellement continuer à réfléchir dans le vide. Voilà un premier élément : il faut observer d'un autre point de vue la situation au Chili. Et on a déjà commencé à chercher d'autres objectifs, des objectifs de qualité. Et ça, c'est assez louable pour ce pays qui vise d'abord à démocratiser les savoirs et à améliorer la qualité des enseignements. Oui, il faut avoir une autre vision des langues étrangères, de manière à ce que vous arriviez à vous projeter autrement au Chili.

S : Comment réussir cette dynamique d'ouverture ?

D.O. : Alors, au niveau de l'offre, il y a effectivement une sclérose, et pour l'instant il faut donc attendre qu'il y ait un signal fort du Ministre de l'Éducation, pour dire aux établissements, -c'est-à-dire aux décideurs-, qu'il y a la possibilité d'apprendre plusieurs langues étrangères. Ce signal doit passer par un projet d'ouverture vers une deuxième langue étrangère, de sorte que les décideurs puissent dire : « J'ai bien reçu une circulaire du Ministère de l'Éducation, comment est-ce qu'on va procéder maintenant ? » A ce moment -là, surgissent des problèmes d'ordre plus technique, car on ne comprend pas toujours bien comment doit se faire la mise en place des nouveaux programmes de français. Toutefois il faut savoir que ce problème-là ne concerne pas seulement le français, mais l'ensemble de la décentralisation pédagogique de tout le système éducatif chilien.

S : Pour avoir dirigé les nouveaux programmes de français, vous en connaissez bien les différents parcours. Pensez-vous qu'ils soient également applicables ?

D.O. : Pour le secondaire, nous avons stratégiquement privilégié un parcours, celui de « Primero Medio à Cuarto Medio ».

S : Pourquoi ?

D.O. : Pour trois raisons. La première, c'est la maturité des élèves : les jeunes d'aujourd'hui sont des gens très actifs, très volontaires, très ouverts... ils ont alors la possibilité, à partir de Primero Medio, de se projeter dans l'avenir. La deuxième chose, c'est le fait qu'ils auront déjà une expérience en langue étrangère, puisqu'ils auront l'expérience de l'anglais, ils seront ainsi à la fois capables et intéressés par l'apprentissage d'une autre langue étrangère. C'est donc très motivant. Et puis la troisième raison, qui est une raison macro-structurelle, est liée au fait qu'on peut se retrouver, à partir de Primero Medio, dans l'enseignement technico-professionnel. Je vous invite à consulter le programme « Chile califica », où vous verrez qu'il y a un manque cruel de techniciens supérieurs dans le marché du travail...et où vous verrez aussi quels sont les enjeux des différents programmes.

S : Un exemple ?

D.O. : Si je prends le secteur de l'hôtellerie, du tourisme, de la production viticole, de la restauration, de la gastronomie...on constate que ce sont des secteurs forts, et il est évident qu'une langue étrangère ne suffira pas. Et là on entre dans une autre problématique didactique, dans d'autres maillages curriculaires qui puissent prendre en compte ce type de public. Actuellement il n'y a pas une ligne claire de « français de spécialité » au Chili, mais il y a tout de même un souci pour arriver à un enseignement qui corresponde à ce qu'on appelle « du français en situation de communication professionnelle ». C'est en cours, mais il faudrait vite essayer de créer une connexion avec la Chambre de Commerce et de l'Industrie de Paris, qui propose des professions et des certifications. On rejoint aussi par là le débat sur l'accréditation, c'est-à-dire sur la qualité des enseignements, et on peut ainsi imaginer une progression avec des diplômes ; c'est un terrain que vous allez découvrir au fur et à mesure, mais là, je suis très positif, très optimiste.

S : Et du côté du domaine universitaire, qu'en est-il ?

D.O. : L'université, c'est l'urgence ! Aujourd'hui apprendre le français dans les universités, c'est urgent ! On a mis en place un projet qui s'appelle « Cursos en universidades », avec 11 stagiaires de F.L.E., dans 33 « sedes » d'universités dans 6 régions, et actuellement, il y a 700 étudiants qui suivent des cours de français... et qui désirent continuer à avoir des contacts avec des jeunes professeurs de français. Il existe en réalité une vraie demande, simplement, là encore, c'est sclérosé, il manque une bonne articulation fondée sur un autre type de canaux.

S : Pour conclure, que diriez-vous à nos étudiants de français ?

D.O. : Je dirai à ces futurs enseignants de français, qu'ils doivent se sentir bien intégrés au plan de formation initiale proposée par la Umce, car l'environnement, dans une perspective qui est à la fois d'apprentissage et d'enseignement, c'est important. Aujourd'hui les chiffres sont très positifs, puisque 100 % des étudiants de dernière année ont été acceptés dans le cadre des assistants d'espagnol, et vont donc bénéficier d'un séjour en France. Priorité pour eux : le niveau de langue, et ce niveau est une compétence qui peut être évaluée de manière objective. Et bien, ici, vous avez la chance d'avoir la volonté de mettre en place un système de certifications...Certifications, programme d'assistants...et très prochainement vous allez avoir l'appui de la région d'Île de France qui, dans le cadre de coopération avec la région métropolitaine, veulent promouvoir les relations francophones. Il y a déjà deux choix qui ont été opérés : une méthode pour les programmes de français qui sera bientôt prête sur Internet ; et la « révolution » de la bibliothèque du département, qui verra arriver de nouveaux livres ainsi que des ordinateurs, plus compatibles avec les approches didactiques e-learning et autres... Rendez-vous en mars, lors de la semaine de la Francophonie, pour son inauguration !

---

- 1- Ces notes sont une transcription qui reflètent l'oralité propre de toute conversation informelle.
- 2- Université Métropolitaine des Sciences de l'Éducation
- 3- Activités organisées en octobre 2004 par Madame Labarías et Monsieur Escalona.